

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 octobre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne", a donné le 22 octobre 1997 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 oktober 1997 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie, voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese unie", heeft op 22 oktober 1997 het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

1. L'article 10 de l'avant-projet règle le transfert des agents du service de médiation, créé auprès de Belgacom, à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Conformément à l'article 2, § 1er, 1°, et § 2, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le dépôt d'un projet de loi contenant des mesures de cette nature doit être précédé d'une négociation entre les autorités administratives et les organisations syndicales représentatives.

Des informations fournies au Conseil d'Etat, il n'apparaît pas que cette formalité ait été accomplie. La section de législation ne fera donc pas d'observation au sujet de l'article 10 précité.

La même observation vaut pour l'article 44bis, § 5, en projet, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

.../...

2. Le présent projet a pour objet, en partie, d'assurer la transposition de directives de l'Union européenne visant à la libéralisation des télécommunications (1).

Dans le bref délai qui lui a été imparti, la section de législation n'a pu vérifier aussi minutieusement qu'elle l'eût désiré si les dispositions du projet sont conformes à l'ensemble des directives, ni si elles réalisent ou permettent la transposition intégrale de ces directives. Elle a pu d'autant moins le faire qu'un certain nombre de celles-ci, toujours en vigueur, ne sont manifestement plus pertinentes pour réglementer un marché entièrement libéralisé et que les adaptations nécessaires au niveau communautaire ne sont encore qu'à l'état de projet.

Le Conseil d'Etat attire l'attention du législateur sur les nombreuses observations que les services de la Commission ont formulées à propos du présent projet et sur les réponses fournies par le Gouvernement belge, lesquelles observations et réponses figurent dans l'exposé des motifs.

Pour permettre d'éclairer les parlementaires sur les contraintes imposées par ces directives et la limitation du droit d'amendement qui en résulte, l'exposé des motifs

(1) Son intitulé pourrait, à cet égard induire en erreur en tant qu'il y est question d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des "décisions" de l'Union européenne. Il est également erroné lorsqu'il se donne pour objet l'adaptation du "cadre réglementaire", alors qu'il s'agit en réalité d'une modification de la loi du 21 mars 1991.

devrait être complété par un tableau indiquant en regard de chacune des dispositions du projet, celles des directives ou projets de directives qu'elle tend à transposer. Ce tableau pourrait être annexé à la loi afin de satisfaire à l'obligation, que la plupart de ces directives imposent aux Etats membres, de faire référence, sous une forme ou l'autre, aux directives qu'ils doivent transposer dans leur ordre juridique interne, dans les dispositions qu'ils prennent à cet effet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 1er

Selon cette disposition, le présent projet règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Toutefois, l'article 79 du projet, qui attribue une compétence nouvelle au président du tribunal de commerce, règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1er, 9°, de la Constitution.

L'article 1er sera dès lors rédigé comme suit :

"Article 1er La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution, à l'exception de l'article 79 qui règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.".

.../...

Article 4

1. Tel qu'il est rédigé, l'article 43bis, § 1er, alinéa 2, en projet, ne reproduit pas fidèlement l'intention exprimée dans le commentaire qui en est donné dans l'exposé des motifs.

Pour correspondre à cette intention, le paragraphe 1er de l'article 43bis en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 43bis § 1er. Il est institué, auprès de l'Institut belge des services postaux et de télécommunications, un service de médiation pour les télécommunications, compétent pour les relations entre l'utilisateur final et les entreprises suivantes :

- 1° tout prestataire de services ...(la suite comme dans le projet);
- 2° (comme dans le projet);
- 3° tout autre prestataire de services de télécommunication qui accepte de se soumettre volontairement à cette médiation;
- 4° tout éditeur d'annuaires."

2. Le chapitre II de l'avant-projet est consacré à la "Réforme du service des médiation auprès de Belgacom". L'article 43bis en projet institue auprès de l'Institut

.../...

belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) "un service de médiation pour les télécommunications" dont les diverses missions sont énumérées au paragraphe 3.

Force est de constater que parmi ces missions, il en est plusieurs qui ne relèvent pas de la "médiation", même entendue au sens large du terme. Tel est, notamment, le cas des missions mentionnées sous les 4° à 8°.

Des dispositions particulières devraient, le cas échéant, être consacrées à ces nouvelles missions, dont certaines gagneraient à être mieux définies, comme celles mentionnées aux 5° et 6°.

De plus, certaines de ces missions sont difficilement compatibles, voire inconciliables, avec d'autres. Ceci vaut pour la mission figurant sous le 6° et, surtout pour la mission d'arbitrage visée au 4°.

Les missions nouvelles confiées au service de médiation, qui consistent à donner des avis aux entreprises "concernant des problèmes portant manifestement préjudice aux intérêts des utilisateurs finals" (5°) font du service un consultant à l'égard de personnes et dans des matières pouvant respectivement recourir ou faire l'objet de son arbitrage. De telles missions sont incompatibles avec les exigences d'impartialité et d'indépendance des arbitres (1).

(1) Sur l'impartialité et l'indépendance des arbitres et la distinction entre cette indépendance et cette impartialité et la récusabilité des arbitres, voir J. LINSMEAU, "L'arbitrage volontaire en droit privé belge", R.P.D.B., n^{os} 134 et suivants, complément, tome VII.

En outre, conformément à l'article 1681 du Code judiciaire, "le tribunal arbitral doit être composé d'un nombre impair d'arbitres" de façon à ce qu'une majorité puisse toujours être dégagée. Une telle règle tient à l'essence même de l'arbitrage et de la mission juridictionnelle qu'elle implique et il ne se conçoit pas qu'il puisse y être dérogé par une loi particulière comme celle envisagée.

Par conséquent, compte tenu de la structure propre au service de médiation, lequel est composé de deux membres appartenant à un rôle linguistique différent, une mission d'arbitrage ne peut leur être confiée. Il ne se conçoit pas davantage que, s'agissant d'une mission essentielle, ils puissent s'accorder mutuellement des délégations au sens de l'article 43bis, § 2, alinéa 2, en projet.

3. Le paragraphe 3, 8°, prévoit la possibilité pour toute personne se prétendant victime d'appels malveillants d'obtenir, en s'adressant au service de médiation, communication de l'identité et de l'adresse des titulaires des numéros l'ayant appelée. Le service de médiation accèderait aux demandes si "les faits sont établis" et si "la demande se rapporte à des dates précises".

Dès lors qu'il s'agit d'obtenir communication de données personnelles de l'appelant, la disposition en projet constitue une ingérence dans la vie privée de ce dernier. Une telle ingérence semble licite dès lors qu'elle est prévue par la loi et qu'elle vise à protéger le droit de l'appelé.

.../...

En ce qui concerne cette disposition, le Conseil d'Etat rappelle qu'aux termes de l'article 29 du Code d'instruction criminelle :

"Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champs au [procureur du Roi] près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel [l'inculpé] pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.".

Il s'ensuit que le service de médiation doit dénoncer les faits à l'autorité judiciaire dès lors que ces faits lui paraissent établis.

Article 8

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 45bis en projet, les mots "Par dérogation à l'article 45 de la présente loi" sont superflus.

2. La "convention relative à la couverture des frais de fonctionnement" prévue à l'alinéa 3 du même paragraphe est sans objet. D'une part, en effet, l'alinéa 1er prévoit que les ressources humaines et matérielles affectées au service de médiation sont fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. D'autre part, le paragraphe 7 du même article prévoit que le service de médiation établit son projet de budget, qui fait partie

.../...

intégrante du budget de l'Institut, lequel est établi par le ministre dont il relève pour être annexé au projet de budget général des dépenses. Cet alinéa 3 sera, dès lors, omis.

3. Au paragraphe 4, on remplacera le mot "annuellement" par les mots "l'année précédente".

4. Au paragraphe 5, on remplacera le mot "annuel" par les mots "de l'année en cours". Il convient en outre de préciser si les cinquante premiers millions qui ne sont pas pris en compte pour le calcul de la redevance de médiation sont déduits du chiffre d'affaires de chaque entreprise ou de celui réalisé par l'ensemble des entreprises.

5. Au paragraphe 6, alinéa 1er, mieux vaut écrire "pour laquelle elles sont dues" plutôt que "sur laquelle portent les redevances en question".

6. Au paragraphe 7, afin, notamment, de permettre un calcul certain et transparent de la redevance de médiation, mieux vaut prévoir que le budget du service de médiation figure distinctement au budget de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

.../...

Article 11

Il semble résulter de la combinaison des articles 58, 82, 84, 86bis et 86ter en projet, ainsi que de l'exposé des motifs (pages 7 et 8), que les missions de service public visant à assurer le service universel et l'accès universel en matière de télécommunications seraient entièrement réglées par la loi et par les règlements pris en vertu de celle-ci.

Le contrat de gestion visé à l'article 3 de la loi du 21 mars 1991 et prévoyant les règles et les conditions spéciales selon lesquelles les missions de service public sont exercées, ainsi que les subventions éventuelles par l'Etat, ne porterait plus désormais que sur les missions d'intérêt général définies par ou en vertu de l'article 86ter.

Tel qu'il est formulé, l'article 58 en projet n'exclut toutefois pas que, même si les missions de service public visant à assurer le service universel et l'accès universel en matière de télécommunications seront définies par la loi, le contrat de gestion en définisse certaines modalités ou prévoie l'octroi de subventions.

Pour éviter toute ambiguïté, l'article 58 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 58 Les missions de service public de Belgacom consistent en la fourniture du service public de télécommunication visé à l'article 82.

.../...

Par dérogation à l'article 3, le contrat de gestion entre l'Etat et Belgacom porte exclusivement sur les missions d'intérêt général visées à l'article 82, 3°."

Article 12

L'article 12 modifie et complète l'article 68 de la loi du 21 mars 1991, qui comporte les définitions qui délimitent le champ d'application des dispositions fixant les conditions auxquelles est soumise l'exploitation de réseaux ou de services de télécommunications.

De manière générale il convient, lorsque le législateur transpose des directives communautaires, qu'il reprenne, dans toute la mesure du possible, la même terminologie, ceci de manière à éviter ultérieurement des difficultés d'interprétation. Il en va ainsi, notamment, de la définition de la téléphonie vocale.

Le projet fait une distinction fondamentale entre les services ou réseaux selon qu'ils sont ou non offerts au public.

Ceux qui sont offerts au public peuvent en effet être soumis par le Roi à des dispositions beaucoup plus astreignantes.

Selon l'exposé des motifs, "il faut englober dans la notion de réseau offert au public ou de service offert au public, tous les réseaux ou services qui ne sont pas utilisés pour compte propre ou qui ne sont pas fournis à un

.../...

groupe fermé d'utilisateurs". Cette définition n'est toutefois pas reprise dans le projet.

Toujours selon l'exposé des motifs, la notion de "groupe fermé d'utilisateurs" est définie à l'article 1er, 2°, de l'arrêté ministériel du 25 novembre 1996 fixant les modalités de la déclaration pour l'exploitation de services non réservés de télécommunication. Cette notion, est-il ajouté, "devra être évolutive pour éviter que certains exploitants n'utilisent ce concept afin d'échapper aux obligations qui pèsent sur les opérateurs qui offrent des services ou des réseaux au public. A ce propos, l'Institut aura un rôle important à jouer".

A la Commission européenne qui s'étonnait de ne pas voir figurer cette définition dans le projet de loi, l'exposé des motifs répond qu'"elle figurera dans un arrêté d'exécution de la loi afin d'éviter toute ambiguïté".

Dès lors que la distinction entre service offert ou non au public est utilisée par le projet de loi pour délimiter l'habilitation donnée au Roi de fixer respectivement les conditions d'exploitation de ces services, il n'appartient pas à Celui-ci de définir ce qu'il y a lieu d'entendre par service offert au public. C'est au législateur lui-même qu'il revient de le faire.

.../...

Article 16Article 75, § 3, en projet

En tant qu'elle charge l'Institut d'une mission générale de surveillance et de contrôle des dispositions de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications, cette disposition du projet fait double emploi avec l'article 11, alinéa 1er, de cette loi, qui prévoit que "l'Institut est habilité à surveiller l'application de la présente loi et des arrêtés pris en exécution de celle-ci".

Article 75, § 8, alinéa 1er, en projet

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà fait observer à plusieurs reprises et tout récemment encore dans son avis L. 26.586/4 du 29 septembre 1997 sur un projet d'arrêté royal "fixant une procédure de conciliation et d'arbitrage pour l'Institut belge des services postaux et des télécommunications",

"... l'IBPT, personne morale de droit public, ne peut intervenir, en tant que telle, comme arbitre d'un litige entre particuliers. En effet, pour que l'avis rendu ait une valeur contraignante, ce qui suppose qu'il soit susceptible d'exécution forcée, il est nécessaire qu'il puisse être revêtu de la formule exécutoire par le président du tribunal de première instance, conformément à l'article 1710 du Code judiciaire, et dès lors que les dispositions du même Code

.../...

relatives à l'arbitrage aient été respectées (1). L'arbitre unique, ou les arbitres, doivent dès lors, conformément à l'article 1682 du Code judiciaire, être des personnes physiques désignées par les parties ou selon un mode de désignation qu'elles ont convenu librement."

Ces personnes physiques ne peuvent être choisies au sein de l'IBPT, étant donné que l'Institut exerce une fonction régulatrice du marché des télécommunications, de manière telle qu'elles ne disposent pas de l'impartialité requise pour faire oeuvre juridictionnelle (2).

Les directives communautaires que l'avant-projet de loi examiné tend à transposer dans l'ordre juridique interne ne prévoient du reste pas le recours à l'arbitrage en tant que mode de règlement des litiges entre des personnes exploitant des réseaux de télécommunications ou offrant des services de télécommunications.

-
- (1) On ne pourrait objecter que l'article 75, § 8, de la loi du 21 mars 1991 confère une valeur contraignante, susceptible d'exécution forcée, aux avis rendus par l'IBPT lorsque les parties en ont convenu, sans que l'intervention du président du tribunal de première instance ne soit requise, car, dans une telle interprétation, cette disposition serait contraire à l'article 144 de la Constitution selon lequel les contestations portant sur des droits civils sont du ressort exclusif des tribunaux.
- (2) Sur le principe général de droit, selon lequel nul ne peut être à la fois juge et partie dans la même cause et sur le caractère d'ordre public de ce principe, voir notamment Cass. 13.10.75 - Pas. 1976, I, 181, note J.V., 6.5.82, I, 1019. Voir également J. LINSMEAU, op. cit. n° 136.

.../...

Au contraire, elles attribuent à l'autorité réglementaire nationale le pouvoir de régler ces litiges par des modes non juridictionnels, en prenant des mesures inspirées par l'équité et des considérations d'intérêt général.

Le paragraphe 8 doit être revu à la lumière de ces considérations.

Article 17

L'article 78, alinéa 1er, 6° en projet tend à attribuer à l'Institut le produit des redevances de médiation. D'autres dispositions du projet prévoient la perception de redevances, notamment pour l'analyse de dossiers, pour la délivrance, la gestion et le contrôle d'autorisations (articles 79, § 2, 89, §§ 1er à 3, et 92bis, § 1er, en projet), ou pour l'utilisation du spectre radioélectrique et du contrôle des fréquences (89, §§ 1er à 3).

Si l'intention est d'affecter également ces redevances aux ressources de l'Institut, il convient de le prévoir expressément.

Article 18

Le paragraphe 1er de l'article 79bis en projet est difficilement compréhensible. Les alinéas 3 et 4, qui prévoient que le fonctionnaire dirigeant de l'Institut peut exiger des renseignements par décision motivée donnent à

.../...

penser que lorsque l'Institut demande ces mêmes renseignements conformément aux alinéas 1er et 2, la fourniture de ces renseignements serait facultative. Tel n'est toutefois pas le sens de ces deux alinéas, puisqu'il y est prévu que l'Institut "fixe le délai dans lequel ces renseignements doivent lui être communiqués". Comme tout acte d'une autorité administrative, cette demande de renseignements doit de toute manière être motivée. La seule différence entre les alinéas 1er et 2, d'une part, et les alinéas 3 et 4, d'autre part, est donc que dans le deuxième cas il est expressément prévu que la demande de renseignements doit émaner du fonctionnaire dirigeant de l'Institut.

Cette disposition sera revue en conséquence.

Article 19

L'article 79ter en projet prévoit la création d'une instance qui aurait pour compétence de se prononcer sur "tout litige entre des personnes exploitant des réseaux de télécommunications ou offrant des services de télécommunications et portant sur un refus d'interconnexion, un échec des négociations commerciales ou en cas de désaccord sur la conclusion ou l'exécution d'une convention d'interconnexion, d'accès à un réseau de télécommunications ou d'accès spécial à un réseau de télécommunications ou en cas de différend portant sur les possibilités et les conditions d'une utilisation partagée entre opérateurs".

.../...

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'ainsi définie, la compétence de la "Chambre pour l'interconnexion, l'accès spécial et les utilisations partagées" porterait tantôt sur des contestations mettant en cause des droits des parties ("refus d'interconnexion", lorsqu'il est le fait d'un organisme puissant sur le marché (1), "désaccord sur ... l'exécution d'une convention d'interconnexion"), tantôt sur de simples différends préalables à l'existence même de droits et obligations entre ces parties au "litige" ("échec des négociations commerciales", "désaccord sur la conclusion d'une convention", "différend sur les possibilités et les conditions d'une utilisation partagée").

Dans le premier cas, le Conseil d'Etat ne peut que rappeler les observations formulées ci-dessus à propos de l'article 75, § 8, alinéa 1er, en projet, qui conduisent à exclure l'octroi d'une compétence arbitrale et donc juridictionnelle tant à l'Institut qu'à une "chambre" composée de fonctionnaires de celui-ci.

Par contre, dans le deuxième cas, rien ne s'oppose à ce que la "Chambre" prenne, selon le cas, un "avis obligatoire", "une tierce décision obligatoire" (2), ou une "décision administrative", à la suite d'une demande formulée par l'une ou l'autre des parties.

(1) Voir article 109ter, § 3, alinéa 1er en projet.

(2) Voir à ce sujet STORME, M., "La tierce décision obligatoire ou l'avis obligatoire comme moyen de prévention des litiges - Une étude comparative des limites entre le droit des contrats et le droit de la procédure", R.D.I.D.C., 1985, p. 285.

Par ailleurs, dans cette dernière hypothèse, et conformément du reste à l'article 9, § 5 (pour les interconnexions) et 11 (pour les partages d'installations) de la directive 97/33/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 1997 relative à l'interconnexion dans le secteur des télécommunications en vue d'assurer un service universel et l'interopérabilité par l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP), il y a lieu de rappeler les critères sur la base desquels la Chambre se prononcera.

Article 25

Au paragraphe 2 de l'article 84 en projet, on remplacera le mot "fournisseur" par le mot "éditeur".

Articles 26 à 28

1. Le projet réintroduit le principe d'un financement du coût du service universel par une contribution imposée à des entreprises actives dans le domaine des télécommunications.

La Cour d'arbitrage a, dans un arrêt du 17 avril 1997, annulé l'article 85quater de la loi du 21 mars 1991, inséré par la loi du 20 décembre 1995, qui prévoyait cette contribution, pour le motif que, s'agissant d'un impôt, la désignation des redevables et le montant devaient, contrairement à la disposition annulée, être fixés par la loi.

.../...

La Cour a considéré ce prélèvement comme un impôt dès lors qu'il est imposé par et au profit de l'Etat (1) et n'est pas la contrepartie d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable. Elle ajoute :

"Ce constat n'est pas remis en cause par la circonstance que le produit de cette contribution sert à réaliser un objectif spécifique et est versé à cet effet dans un fonds budgétaire."

En vue de se conformer à l'arrêt de la Cour, l'auteur de l'avant-projet a estimé devoir doter le Fonds pour le service universel de la personnalité juridique et déterminer dans la loi elle-même les éléments constitutifs du prélèvement (détermination des services prestés au titre du service universel et calcul du coût de ce service), les catégories de redevables et la base taxable, lesquels ne pourront être modifiés que par la loi elle-même ou par des arrêtés royaux appelés à être confirmés par la loi.

-
- (1) "Même s'il est affecté à un «Fonds pour le service universel des télécommunications», le prélèvement litigieux est imposé par l'Etat. Par ailleurs, il n'apparaît pas qu'en créant le Fonds pour le service universel, le législateur ait voulu créer un organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique et non un simple fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat. La circonstance que le Fonds pour le service universel est géré par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, un organisme relevant de la catégorie A visée à l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, ne permet pas de conclure que le Fonds pour le service universel serait lui-même un organisme public doté de la personnalité juridique". Arrêt de la Cour d'arbitrage n° 21/97 du 17 avril 1997, point B.4.2.

.../...

Les auteurs du projet ont ainsi respecté, à tous égards, le principe constitutionnel de légalité de l'impôt, sauf sur un point. En effet l'article 86, § 2, alinéa 2 en projet dispose que :

"Les personnes fournissant un autre service de télécommunications au public ou confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire telles que visées à l'article 113 de la présente loi sont également tenues de contribuer à ce fonds à la date et selon les modalités fixées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur avis de l'Institut.".

Non seulement, cette disposition est contraire au principe de légalité de l'impôt, mais elle est, en outre, contraire à l'article 5, paragraphe 1er, de la directive 97/33/CE précitée qui prévoit que le coût net des obligations de service universel ne peut être partagé qu'avec d'autres organismes exploitant des réseaux publics de télécommunications et des services de téléphonie vocale accessibles au public.

Selon l'exposé des motifs, l'intention de l'auteur de l'avant-projet est de permettre au Roi de faire contribuer les opérateurs visés à l'alinéa 2 dès que les textes européens le permettront. Cette façon de faire n'est pas admissible. La disposition doit être omise et, le moment venu, il appartiendra au législateur d'adapter la loi en fonction de l'évolution du droit communautaire.

2. Si le projet prévoit que les interventions du Fonds ne commenceront qu'à une date fixée par le Roi au plus tôt le 1er janvier 2000, aucune disposition du projet ne

.../...

précise à partir de quelle date les personnes visées à l'article 86, § 2, alinéas 1er et 2, en projet, seront tenues de contribuer au Fonds. Il est toutefois exclu que ces personnes puissent être tenues de contribuer à la date d'entrée en vigueur de la loi. Le texte devra être revu sur ce point.

3. De nombreuses dispositions relatives à l'établissement du prélèvement et aux interventions du Fonds sont renvoyées en annexe de la loi. Le dispositif et les annexes se contredisent toutefois sur de nombreux points. A titre d'exemple, il est prévu dans les annexes qu'une partie des recettes du Fonds sera versée à l'Institut, alors qu'il résulte de l'article 85 en projet que les contributions au Fonds sont exclusivement destinées à couvrir le coût net du service universel. D'autre part, certaines prestations du service universel ne sont pas prises en compte dans le calcul du coût universel tel qu'il figure dans les annexes. Pour éviter de telles contradictions et les problèmes d'interprétation qui en découleraient, mieux vaudrait reprendre l'ensemble des dispositions relatives au Fonds pour le financement du service universel dans le corps du texte, en ne laissant dans les annexes que des questions de détail.

4. L'article 85quater de la loi du 21 mars 1991 ayant été annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 21/97 du 17 avril 1997, il n'y a pas lieu de l'abroger.

.../...

Article 29

1. Il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "lignes louées de qualité ONP au sens des directives de l'Union européenne en matière de fourniture de réseaux ouverts".

2. Au paragraphe 2, les mots "en dérogation du § 1er du présent article" sont ambigus. Si l'intention est de permettre au Roi d'imposer à d'autres organismes puissants de fournir les services visés au paragraphe 1er, il convient de le faire dans des termes plus clairs.

Article 30

A l'article 86ter, § 1er, alinéa 2, en projet, les mots "dans un autre document, en ce qui concerne les autres opérateurs" sont trop imprécis. Mieux vaut prévoir que pour ces opérateurs, la qualité et la capacité des lignes louées concernées ainsi que le paiement sont déterminées par le Roi.

Article 32

A l'article 87, § 2, alinéa 2, g), en projet, il y a lieu de préciser ce qu'il convient d'entendre par "les droits et obligations et procédures en matière de sélection de transporteur".

.../...

Ainsi que l'a observé la Commission européenne (1), la "contribution à la recherche scientifique dans le domaine des télécommunications et au développement du marché notamment par l'amélioration de l'accès, sans exclusion, à ce marché en vue de faciliter la fourniture de services de télécommunications", prévue à l'alinéa 2, s), du même paragraphe ne figurent pas parmi les conditions qui peuvent être attachées aux autorisations en vertu de la directive 97/13/CE du Parlement et du Conseil du 10 avril 1997 relative à un cadre commun pour les autorisations générales et les licences individuelles dans le secteur des services de télécommunications.

L'alinéa 3, qui prévoit que chaque autorisation fixe les conditions de la fourniture du service concerné, pourrait être interprété en ce sens que le ministre pourrait fixer, lors de l'octroi de l'autorisation d'autres conditions, plus contraignantes, que celles prévues par le cahier des charges. Une telle interprétation serait contraire à l'article 9, paragraphe 3, de la directive 97/13/CE précitée, qui prévoit l'autorisation à toute entreprise répondant aux conditions fixées préalablement. Selon l'exposé des motifs, l'objectif de cette disposition du projet est de prévoir que "chaque autorisation individuelle contiendra les éléments spécifiques de chaque opérateur, tels les spécifications techniques du réseau, la couverture territoriale du service, éléments qui auront été proposés par l'opérateur lors de sa demande d'autorisation individuelle".

(1) Exposé des motifs, p. 66.

Le texte doit être revu pour mieux traduire cette intention.

La même observation vaut pour les articles 89, §§ 2 et 3, et 92bis, § 1er en projet.

Article 34

En vertu de l'article 11 de la directive 97/13/CE précitée, peuvent seules être perçues des "taxes imposées aux entreprises au titre de procédures d'autorisation", qui doivent avoir "uniquement pour objet de couvrir les frais administratifs afférents à la délivrance, à la gestion, au contrôle et à l'application des licences individuelles", ainsi que des taxes établies "pour tenir compte de la nécessité d'assurer une utilisation optimale" d'une ressource rare. En l'espèce, le droit de concession visé à l'article 34 du projet est étranger à ces redevances.

C'est ce qu'a confirmé la Commission européenne dans ses observations formulées au sujet de l'avant-projet de loi.

Selon l'exposé des motifs (page 68), ce droit de concession est justifié par la nécessité d'éviter toute discrimination entre les entreprises qui ont déjà payé ce droit, à savoir les deux premiers opérateurs GSM, et les futurs entrants qui en seraient dispensés.

.../...

La section de législation constate que cette justification n'est, en tout cas, pas pertinente en ce qui concerne les services de radiomessagerie offerts au public. Le texte devra donc, en toute hypothèse, être revu sur ce point.

Par ailleurs, selon l'exposé des motifs, l'intention est de limiter le nombre d'autorisations accordées pour les services de téléphonie mobile offerts au public et les services de radiomessagerie offerts au public. Le projet doit dès lors être complété pour autoriser expressément le Roi à limiter le nombre d'autorisations individuelles, ainsi que pour fixer les critères sur base desquels sera opéré le choix entre les candidats qui satisfont au cahier des charges.

Enfin, l'exploitation d'un service de téléphonie mobile implique nécessairement l'établissement et l'exploitation d'un réseau de télécommunication, soumis à autorisation en vertu des articles 92 et 92bis en projet. Les alinéas 3 des §§ 1er à 3 de la présente disposition en projet prévoient toutefois que "chaque autorisation fixe les conditions d'établissement du réseau ...". Le projet crée dès lors un doute sur la question de savoir si les entreprises de services de télécommunications mobiles devront également obtenir une autorisation distincte pour l'établissement et l'exploitation de leurs réseaux et payer les redevances y afférentes. Si l'intention de l'auteur du projet est une réponse négative à cette question, il convient de le préciser expressément. Dans cette hypothèse également, les conditions d'établissement et d'exploitation

.../...

du réseau devront figurer non pas dans l'autorisation mais bien dans le cahier des charges.

Article 37

Dans le texte français, à l'article 91, § 1er, en projet, l'insertion des mots "et d'urgence" est incompréhensible. Sans doute visent-ils l'aide urgente fournie par les services du ministère de l'Intérieur. Le texte gagnerait à être revu en ce sens.

Article 39

Il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 32.

Article 63

L'article 105decies en projet crée une "Commission d'éthique pour les services d'information par télécommunications". Il prévoit l'élaboration par arrêté royal d'un Code d'éthique et des amendes administratives en cas d'infraction à ce code.

La composition et les missions de cette commission devraient être fixées par la loi.

.../...

Plus fondamentalement, le paragraphe 3 de l'article 105decies érige en infractions tout manquement à ce Code d'éthique, infractions qui "sont sanctionnées d'une amende administrative de 10.000 à 1.000.000 de francs ou d'une suspension des activités pour une période de 1 à 30 jours".

Les infractions sont totalement indéterminées et les sanctions sont particulièrement lourdes.

Compte tenu de cette indétermination et de la sévérité des sanctions susceptibles d'être encourues, il n'est pas possible de se prononcer avec certitude sur leur caractère administratif. Aussi, l'attention de l'auteur de l'avant-projet est-elle attirée sur ce que, si ces mesures devaient être qualifiées de peines au sens de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les garanties imposées par cette disposition devraient être en toute hypothèse respectées.

Article 64

L'alinéa 1er de l'article 105undecies en projet est incompréhensible. Il semble en effet distinguer, d'une part, "des organismes fournisseurs d'un réseau public de télécommunications ou de services de télécommunications offerts au public considérés comme puissants sur un marché concerné" et, d'autre part, "des organismes puissants ayant des droits et obligations spécifiques en matière d'interconnexion et d'accès spécial", alors que ni l'exposé des motifs, ni le reste du projet ne font une telle distinction.

.../...

Par ailleurs, le projet laisse un pouvoir entièrement discrétionnaire à l'Institut pour qualifier une entreprise d'"organisme puissant sur le marché". La section de législation ne peut à cet égard que réitérer l'observation faite par la Commission européenne (reprise dans l'exposé des motifs, page 71) selon laquelle "la formulation actuelle du nouvel article 105undecies qui permet de considérer certains nouveaux entrants comme 'puissants', même si leur part de marché est encore infime, sur la base de critères alternatifs copiés de la directive sans élaboration supplémentaire spécifique pour le marché belge, ... n'est pas adéquate pour garantir une prévisibilité suffisante ou pour fonder d'éventuels recours juridiques contre une inclusion dans la liste des opérateurs dominants".

Cette disposition doit, dès lors, être revue.

Article 65

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 106 en projet, il y a lieu de définir ce qu'il faut entendre par "le principe d'orientation sur les coûts" et à l'alinéa 2, de préciser quelles sont les contraintes réglementaires applicables avec lesquelles la compatibilité des augmentations serait appréciée.

Au paragraphe 2, les critères selon lesquels l'Institut approuvera des formules de réduction doivent également être définis.

.../...

Article 66

La portée de l'article 107, § 3, alinéa 2, est difficilement compréhensible. Il va de soi, en effet, que si le Roi arrête les obligations incombant aux organismes puissants sur le marché des lignes louées, ces obligations devront répondre à des critères objectifs, être transparentes et publiées et ne pas être discriminatoires. Sans doute l'auteur du projet a-t-il voulu viser les conditions dans lesquelles ces organismes offriront des lignes louées.

La formulation de cette disposition devra être revue.

Dans le bref délai qui lui est imparti, il n'est pas possible au Conseil d'Etat de vérifier que l'habilitation donnée au Roi de définir les obligations qui incomberont aux organismes puissants permettra la complète transposition de la directive 92/44/CEE du Conseil du 5 juin 1992 relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert aux lignes louées.

Article 68

Alors que l'article 105undecies introduit un nouveau concept d'"organisme puissant sur le marché", les articles 68 et 69 du projet réintroduisent la notion classique de position dominante. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la différence entre ces deux notions qui a pour conséquence qu'un organisme puissant sur un

.../...

marché n'y détiendra pas nécessairement une position dominante, de telle sorte que les obligations prévues par ces dispositions pourraient ne pas lui être applicables.

Article 73

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur ce que dans le projet de directive du Parlement européen et du Conseil concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel, appelée à remplacer la directive 95/62/CE du Parlement européen et du Conseil, les annuaires regroupent "l'ensemble des abonnés qui n'ont pas exprimé d'objection à y figurer", sans faire de distinction selon qu'il s'agit de numéros de téléphones fixes ou mobiles (1).

L'article 109terC, en projet, s'écarte sur ce point, en partie, du projet de directive.

(1) En l'état actuel, la question est réglée par l'article 16 de la directive 95/62/CE du 13 décembre 1995 du Parlement européen et du Conseil relative à l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale (J.O.L. 321/6 du 30 décembre 1995).

Article 78

Les amendes administratives prévues par cette disposition peuvent atteindre des montants très importants (5 % du chiffre d'affaires), sans que le projet ne fasse de distinction entre les infractions selon leur gravité. De telles sanctions pourraient constituer des sanctions pénales au sens de l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En tout état de cause, il convient que le projet garantisse les droits de la défense.

Article 79

Cette disposition attribue une nouvelle compétence au Président du Tribunal de commerce. Il convient de modifier le Code judiciaire en conséquence et de prévoir la procédure applicable.

Article 84

L'article 120 en projet confère à l'Institut un pouvoir d'appréciation quasi illimité pour déterminer quelles sont parmi les informations qui lui ont été communiquées, celles qui doivent être tenues comme confidentielles.

.../...

Le texte devrait être plus précis et déterminer, notamment, les informations qui doivent rester confidentielles et celles qui peuvent être communiquées à des tiers, à la lumière, entre autres, des indications fournies à cet égard par les différentes directives qu'il s'agit de transposer.

Article 88

Le commentaire des articles indique que

"Les ajouts ne sont qu'une adaptation technique des dispositions en vigueur par rapport à ce que le législateur avait prévu à l'article 110 pour le secteur des télécommunications".

Il est, dès lors, proposé de rédiger cette disposition de manière identique à celle de l'article 110.

Enfin, dans l'article 136, § 2, 4^o (nouveau), il est question de confiscation (1). Sans doute s'agit-il, en

(1) La section de législation du Conseil d'Etat a déjà rappelé que la confiscation ne peut être prononcée que par un juge. Il s'agit d'une peine prévue dans le Code pénal, dont l'article 42, 1^o, prévoit notamment que "la confiscation spéciale s'applique aux choses formant l'objet de l'infraction et à celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre, quand la propriété en appartient au condamné" (avis L. 26.510/9 du 9 juin 1997 sur un projet de loi "modifiant la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications").

réalité, d'une saisie comme le prévoit du reste la version néerlandaise du texte.

Article 89

A l'article 136bis, § 1er, alinéa 1er, ainsi inséré, la phrase "sans préjudice de leurs pouvoirs d'officiers de police judiciaire" est incompréhensible. On peut se demander si cet article ne fait pas double emploi avec l'article 136, § 2, 3^o.

A l'article 136bis, § 2, il convient d'utiliser la même terminologie qu'aux articles 18 et 80 du projet et, en conséquence, de remplacer les mots "autorité belge" par les mots " toute administration publique".

Article 91

Cet article modifie l'article 152 de la loi du 21 mars 1991. Or cet article modifie lui-même l'article 32 de la loi du 26 décembre 1956. Il devrait dès lors, pour des raisons de sécurité juridique, être procédé directement à la modification de l'article 32 de la loi précitée.

En ce qui concerne l'article 152, § 4, alinéa 3, en projet, il doit être entendu que le pouvoir conféré aux agents de l'Institut "de requérir l'ouverture d'envois présumés contenir des valeurs ou objets prohibés, ou encore des objets soumis à des mesures de prohibition, de restric-

.../...

tion ou de contrôle", ne peut s'exercer que dans les limites fixées à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Article 92

Cette disposition modifie l'objet social de Belgacom en ce que dorénavant, cette entreprise publique aura pour objet social la fourniture de services de radio-diffusion et de télévision.

Dans le commentaire qui est donné de cet article, il est bien précisé que cette extension de l'objet social "ne préjuge évidemment en rien des autorisations que Belgacom doit recevoir d'autres niveaux de pouvoirs, par exemple les Communautés, afin de fournir des services de radiodiffusion ou de télévision". Compte tenu de cette importante précision, le texte examiné n'appelle pas d'observation.

Article 94

En réponse à une question posée à propos de cette disposition par les services de la Commission, le Gouvernement belge a répondu qu'il estimait "que les licences des opérateurs mobiles déjà accordées devront être modifiées dans la mesure nécessaire à leur mise en conformité avec le nouveau cadre réglementaire" et que "Les éventuelles

.../...

modifications feront l'objet de discussions avec les parties intéressées".

L'article 94 de l'avant-projet ne reflète pas correctement cette intention car, à le prendre à la lettre, il signifierait qu'il serait mis fin anticipativement aux autorisations délivrées sous l'empire de la loi ancienne "7 mois après la date d'entrée en vigueur" de la nouvelle loi, ce qui obligerait les opérateurs à introduire auprès de l'autorité compétente les déclarations et demandes d'autorisation éventuellement requises par la nouvelle loi avec les conséquences financières et autres qui s'ensuivent et le risque, au cas où le nombre d'autorisations est limité, de ne plus obtenir une nouvelle autorisation.

Le texte devra être revu en conséquence.

OBSERVATIONS FINALES

1. Outre le fait qu'il y aurait lieu de se conformer, pour la rédaction de nombreuses phrases liminaires, aux règles contenues dans le traité de légistique formelle, il conviendrait de supprimer dans le texte de plusieurs dispositions, les mots "présente loi", "présent article", qui sont superflus.

2. Le projet abuse des expressions "sans préjudice de ..." et "en dérogation à ...".

.../...

3. Les intitulés des différents chapitres doivent refléter avec précision le contenu des dispositions qu'ils contiennent.

4. Les annexes sont particulièrement mal rédigées. Par endroits, le texte est incompréhensible en raison, notamment, de phrases incomplètes. A l'annexe 1, il est même fait référence, dans l'article 10, § 4, à une loi relative au règlement collectif de dettes qui ne fait pas encore partie de la législation belge.

5. Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Artikel 10 van het voorontwerp regelt de overgang van de personeelsleden van de dienst "Ombudsman", die bij Belgacom is opgericht, naar het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. Overeenkomstig artikel 2, § 1, 1^o, en § 2, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel moet tussen de administratieve overheden en de representatieve vakorganisaties worden onderhandeld vooraleer een wetsontwerp dat maatregelen van deze aard bevat wordt ingediend.

Uit de aan de Raad van State verstrekte informatie blijkt niet dat dit vormvereiste vervuld is. De afdeling wetgeving zal over het voormelde artikel 10 dan ook geen opmerking maken.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 44bis, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

.../...

2. Dit ontwerp strekt er ten dele toe richtlijnen van de Europese Unie tot liberalisering van de telecommunicatiemarkt om te zetten (1).

Binnen de korte termijn die de afdeling wetgeving is toegemeten, heeft ze niet even nauwgezet als ze zelf wou kunnen nagaan of de bepalingen van het ontwerp overeenstemmen met alle richtlijnen en evenmin of die bepalingen de integrale omzetting van al die richtlijnen bewerkstelligen of mogelijk maken. Ze heeft dat des te minder kunnen doen daar een aantal van die nog steeds geldende richtlijnen klaarblijkelijk niet meer relevant zijn om een volledig geliberaliseerde markt te reglementeren en daar de noodzakelijke aanpassingen op Europees niveau nog maar in de ontwerpfase zitten.

De Raad van State vestigt de aandacht van de wetgever op de vele opmerkingen die de diensten van de Commissie over dit ontwerp hebben gemaakt en op de antwoorden van de Belgische regering, welke opmerkingen en antwoorden in de memorie van toelichting staan.

(1) Het opschrift van het ontwerp zou in dat opzicht misleidend kunnen zijn, doordat daarin sprake is van het aanpassen van het reglementaire kader aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie voortvloeien uit "de van kracht zijnde beslissingen" van de Europese Unie. Het opschrift is eveneens verkeerd voor zover daarin als bedoeling wordt aangegeven het "reglementaire kader" aan te passen, aangezien het in feite gaat om een wijziging van de wet van 21 maart 1991.

Om de parlementsleden in te lichten over de verplichtingen die door die richtlijnen worden opgelegd en over de beperking van het recht van amendering die daaruit voortvloeit, zou de memorie van toelichting moeten worden aangevuld met een tabel waarin naast elke bepaling van het ontwerp wordt vermeld tot omzetting van welke bepaling(en) van de richtlijnen of ontwerp-richtlijnen ze strekt. Die tabel zou als bijlage bij de wet kunnen gaan om te voldoen aan de verplichting die de meeste van die richtlijnen aan de Lid-Staten opleggen om in de bepalingen die ze moeten uitvaardigen teneinde richtlijnen in hun interne rechtsorde om te zetten, op enigerlei wijze naar die richtlijnen te verwijzen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 1

Volgens deze bepaling regelt dit ontwerp een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 79 van het ontwerp, waarbij aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel een nieuwe bevoegdheid wordt opgedragen, regelt echter een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet.

Artikel 1 dient dan ook als volgt te worden gesteld :

.../...

"Artikel 1 Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, met uitzondering van artikel 79, dat een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet."

Artikel 4

1. Zoals het ontworpen artikel 43bis, § 1, tweede lid, is gesteld, geeft het niet getrouw de bedoeling weer die tot uiting komt in de commentaar die daarover in de memorie van toelichting wordt gegeven.

Om in paragraaf 1 van het ontworpen artikel 43bis die bedoeling tot uiting te laten komen, zou men die paragraaf beter als volgt stellen :

"Art. 43bis § 1. Bij het Belgisch Instituut voor post-diensten en telecommunicatie wordt een ombudsdienst voor telecommunicatie opgericht die bevoegd is voor de betrekkingen tussen de eindgebruiker en de volgende ondernemingen :

- 1º alle verleners van telecommunicatiediensten die hun activiteiten ... bevoegd voor de telecommunicatie, krachtens de artikelen 87 en ...;
- 2º alle verleners van ... die krachtens de artikelen ... de door de Koning aan te wijzen diensten;

.../...

- 3° alle andere verleners van telecommunicatiediensten die zich vrijwillig onder de bevoegdheid van die ombudsdienst plaatsen;
- 4° alle uitgevers van telefoongidsen."

2. Hoofdstuk II van het voorontwerp is gewijd aan de "Hervorming van de dienst Ombudsman bij Belgacom". Door middel van het ontworpen artikel 43bis wordt bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) "een ombudsdienst voor telecommunicatie" opgericht, waarvan de onderscheiden taken in paragraaf 3 worden opgesomd.

Op te merken valt dat verscheidene van die taken niet vallen onder het begrip "ombudsdienst", zelfs niet in de ruime betekenis van het woord. Dat is inzonderheid het geval met de taken vermeld onder 4° tot 8°.

In voorkomend geval zouden afzonderlijke bepalingen moeten worden gewijd aan die nieuwe taken, waarvan sommige, zoals die vermeld onder 5° en 6°, beter gedefinieerd zouden moeten worden.

Bovendien zijn sommige van die taken moeilijk of zelfs helemaal niet bestaanbaar met andere. Dat geldt voor de taak die voorkomt onder 6° en vooral voor de in onderdeel 4° bedoelde arbitragetaak.

.../...

De nieuwe taken die aan de ombudsdienst worden opgedragen en erin bestaan ondernemingen van advies te dienen "aangaande problemen die duidelijk de belangen van de eindgebruikers schaden" (5°), maken van die dienst een consultant ten aanzien van personen die op de arbitrage ervan een beroep kunnen doen en in aangelegenheden waarin hij als scheidsrechter kan optreden. Zulke taken zijn strijdig met de verplichte onpartijdigheid en onafhankelijkheid van scheidsrechters (1).

Bovendien moet een scheidsgerecht krachtens artikel 1681 van het Gerechtelijk Wetboek "zijn samengesteld uit een oneven aantal scheidslieden", zodat er altijd een meerderheid kan worden gevonden. Die regel houdt verband met het wezen zelf van de arbitrage en van de rechtsprekende taak die zij met zich brengt en het is ondenkbaar dat via een specifieke wet zoals die welke op stapel staat van die regel zou kunnen worden afgeweken.

Wegens de eigen structuur van de ombudsdienst, die bestaat uit twee leden die tot een verschillende taalrol behoren, kan hun bijgevolg geen arbitragetaak worden opgedragen. Aangezien het om een wezenlijke taak gaat, is het evenmin denkbaar dat de ombudsmannen elkaar onderling delegaties zouden verlenen overeenkomstig het ontworpen artikel 43bis, § 2, tweede lid.

(1) Wat de onpartijdigheid en onafhankelijkheid van de scheidsrechters betreft, het verschil tussen die onpartijdigheid en die onafhankelijkheid en de mogelijkheid om scheidsrechters te wraken, zie J. LINSMEAU, "L'arbitrage volontaire en droit privé belge", R.P.D.B., nr. 134 e.v., aanvulling, deel VII.

3. In paragraaf 3, 8°, wordt aan iedere persoon die beweert het slachtoffer van kwaadwillige oproepen te zijn de mogelijkheid geboden om, door zich tot de ombudsdienst te richten, inlichtingen te krijgen over de identiteit en het adres van de betreffende oproepers. De ombudsdienst zou dat verzoek inwilligen als "de feiten vaststaan" en "het verzoek ... betrekking (heeft) op precieze data".

Doordat het de bedoeling is te verkrijgen dat persoonlijke gegevens van de oproeper worden medegedeeld, vormt de ontworpen bepaling een inmenging in diens privé-leven. Zulk een inmenging lijkt gewettigd, aangezien de wet daarin voorziet en die inmenging ertoe strekt het recht van de opgeroepene te beschermen.

Wat deze bepaling betreft, herinnert de Raad van State eraan dat artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering als volgt luidt :

"Iedere gestelde overheid, ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een misdaad of van een wanbedrijf, is verplicht daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings bij de rechtbank binnen wier rechtsgebied die misdaad of dat wanbedrijf is gepleegd of de verdachte zou kunnen worden gevonden, en aan die magistraat alle desbetreffende inlichtingen, processen-verbaal en akten te doen toekomen.".

Daaruit volgt dat de ombudsdienst de feiten bij de gerechtelijke overheid moet aangeven zodra die feiten hem lijken vast te staan.

.../...

Artikel 8

1. In paragraaf 1, eerste lid, van het ontworpen artikel 45bis, zijn de woorden "In afwijking van artikel 45 van deze wet" overbodig.

2. De in het derde lid van dezelfde paragraaf vermelde "overeenkomst met betrekking tot de dekking van de werkingskosten" is doelloos. Enerzijds schrijft het eerste lid immers voor dat de menselijke en materiële middelen die ter beschikking van de ombudsdienst zullen worden gesteld bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden bepaald. Anderzijds schrijft paragraaf 7 van hetzelfde artikel voor dat de ombudsdienst zijn ontwerpbegroting opmaakt, welke begroting een noodzakelijk deel uitmaakt van de begroting van het Instituut, die op haar beurt wordt opgemaakt door de minister onder wie dat Instituut ressorteert, om als bijlage te worden gevoegd bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting. Dat derde lid behoort dan ook te vervallen.

3. In paragraaf 4 dient het woord "jaarlijks" te worden vervangen door de woorden "het jaar tevoren".

4. In paragraaf 5 dienen de woorden "jaarlijkse begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie" te worden vervangen door de woorden "begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en

.../...

telecommunicatie van het lopende jaar". Bovendien behoort te worden aangegeven of de eerste vijftig miljoen die voor de berekening van de ombudsbijdrage niet in aanmerking wordt genomen, in mindering wordt gebracht van de omzet van elke onderneming afzonderlijk of van de omzet die al die ondernemingen samen halen.

5. In paragraaf 6, eerste lid, is het beter te schrijven "waarvoor zij verschuldigd zijn" in plaats van "waarop zij betrekking hebben".

6. In paragraaf 7 is het, inzonderheid om een zekere en doorzichtige berekening van de ombudsbijdrage mogelijk te maken, beter te bepalen dat de begroting van de ombudsdienst een apart onderdeel van de begroting van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie vormt.

Artikel 11

Als men de ontworpen artikelen 58, 82, 84, 86bis en 86ter in onderlinge samenhang leest en de memorie van toelichting (bladzijden 7 en 8) naziet, krijgt men de indruk dat de taken van openbare dienst die erop gericht zijn de universele dienstverlening en de universele toegang inzake telecommunicatie te garanderen, volledig zullen worden geregeld door de wet en de krachtens de wet uitgevaardigde verordeningen.

.../...

Het in artikel 3 van de wet van 21 maart 1991 bedoelde beheerscontract, dat voorschrijft wat de bijzondere regels en voorwaarden zijn voor het vervullen van de taken van openbare dienst en welke subsidies de Staat eventueel toekent, zou voortaan alleen nog betrekking hebben op de taken van algemeen belang gedefinieerd in of krachtens artikel 86ter.

Zoals het ontworpen artikel 58 is gesteld, sluit het echter niet uit dat, zelfs als de taken van openbare dienst die erop gericht zijn de universele dienstverlening en de universele toegang inzake telecommunicatie te garanderen bij de wet worden bepaald, sommige nadere regels ervan of de toekenning van subsidies in het beheerscontract worden vastgesteld.

Om alle verwarring te vermijden, zou het ontworpen artikel 58 beter als volgt worden gesteld :

"Art. 58 De taken van openbare dienst van Belgacom bestaan in het aanbieden van de openbare telecommunicatiedienst bedoeld in artikel 82.

In afwijking van artikel 3 heeft het beheerscontract tussen de Staat en Belgacom alleen betrekking op de taken van algemeen nut, bedoeld in artikel 82, 3^o."

.../...

Artikel 12

Artikel 12 dient tot wijziging en aanvulling van artikel 68 van de wet van 21 maart 1991, dat de definities bevat tot afbakening van de werkingssfeer van de bepalingen waarbij de voorwaarden worden vastgesteld waaraan de exploitatie van telecommunicatienetwerken of telecommunicatiediensten is gebonden.

In het algemeen moet de wetgever, wanneer hij Europese richtlijnen omzet, zoveel mogelijk dezelfde terminologie gebruiken om later moeilijkheden bij de interpretatie te vermijden. Dat geldt inzonderheid voor de definitie van spraaktelefonie.

In het ontwerp wordt een fundamenteel onderscheid gemaakt tussen de diensten of netwerken naargelang zij al dan niet voor het publiek bestemd zijn.

De voor het publiek bestemde diensten kunnen door de Koning immers aan veel stringenter bepalingen worden onderworpen.

Volgens de memorie van toelichting "moeten in het begrip voor het publiek bestemd net of voor het publiek bestemde dienst alle netten of diensten worden vervat die niet worden gebruikt voor eigen rekening of die niet aan een gesloten gebruikersgroep worden verstrekt". Die definitie komt echter niet in het ontwerp zelf voor.

.../...

Nog steeds volgens de memorie van toelichting is het begrip "gesloten gebruikersgroep" gedefinieerd in artikel 1, 2°, van het ministerieel besluit van 25 november 1996 tot vaststelling van de nadere regels inzake de aangifte voor het exploiteren van niet-gereserveerde telecommunicatiediensten. Verder in de memorie van toelichting staat te lezen dat "de definitie van het begrip gesloten gebruikersgroep ... evolutief (zal) moeten zijn om te vermijden dat sommige exploitanten dat begrip zouden gebruiken om te ontsnappen aan de verplichtingen die wegen op operatoren die voor het publiek bestemde diensten of netten aanbieden. Hier is voor het Instituut een belangrijke rol weggelegd".

Als antwoord op de opmerking van de Europese Commissie waarin deze zich erover verbaasde dat die definitie niet in het wetsontwerp voorkomt, staat in de memorie van toelichting vermeld dat ze zal "worden opgenomen in een besluit ter uitvoering van de wet teneinde alle dubbelzinnigheid te vermijden".

Aangezien het onderscheid tussen een dienst die wél en een dienst die niet voor het publiek bestemd is in het wetsontwerp wordt gebruikt om de aan de Koning opgedragen bevoegdheid tot vaststelling van de respectieve exploitatievoorwaarden van die diensten af te bakenen, staat het niet aan Hem om te definiëren wat onder voor het publiek bestemde dienst moet worden verstaan. Het staat aan de wetgever zelf dat te doen.

.../...

Artikel 16

Ontworpen artikel 75, § 3

Voor zover deze bepaling van het ontwerp het Instituut belast met een algemene taak van toezicht en controle op de bepalingen van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, overlapt ze artikel 11, eerste lid, van die wet, dat het volgende bepaalt : "Het Instituut is bevoegd toezicht uit te oefenen op de toepassing van deze wet en van de ter uitvoering ervan getroffen besluiten".

Ontworpen artikel 75, § 8, eerste lid

De Raad van State heeft reeds herhaaldelijk en onlangs nog in advies L. 26.586/4 van 29 september 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende een verzoeings- en arbitrageprocedure voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie" opgemerkt :

"(...) het BIPT, dat een publiekrechtelijk rechtspersoon is, (mag) niet als dusdanig optreden als scheidsrechter in een geschil tussen particulieren. Opdat het uitgebrachte advies bindend zou zijn, wat veronderstelt dat de rechtsgevolgen ervan afdwingbaar zijn, moet het, overeenkomstig artikel 1710 van het Gerechtelijk Wetboek, uitvoerbaar kunnen worden verklaard door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, en moeten bijgevolg de bepalingen betreffende de arbitrage

.../...

van hetzelfde Wetboek nageleefd zijn (1). De enige scheidsman of de scheidslieden moeten derhalve, overeenkomstig artikel 1682 van het Gerechtelijk Wetboek, natuurlijke personen zijn die door de partijen zijn aangewezen of die aangewezen zijn op een wijze die de partijen vrij zijn overeengekomen."

Die natuurlijke personen kunnen niet uit de leden van het BIPT worden gekozen, aangezien het Instituut een regulerende rol op de telecommunicatiemarkt vervult, zodat zij niet de nodige onpartijdigheid hebben om als rechter op te treden (2).

De EG-richtlijnen die door het onderzochte voorontwerp van wet in het interne recht worden omgezet, voorzien overigens niet in de mogelijkheid om geschillen onder personen die telecommunicatienetwerken exploiteren of telecommunicatiediensten aanbieden, via arbitrage te beslechten.

Integendeel, ze machtigen de nationale regelgevende overheid ertoe die geschillen via niet-rechterlijke weg te

-
- (1) Er kan niet worden tegengeworpen dat de door het BIPT uitgebrachte adviezen krachtens artikel 75, § 8, van de wet van 21 maart 1991 bindend en afdwingbaar zijn, wanneer de partijen dat zijn overeengekomen, zonder dat het optreden van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg vereist is, want in dat geval zou deze bepaling in strijd zijn met artikel 144 van de Grondwet, luidens hetwelk geschillen over burgerlijke rechten uitsluitend door rechtbanken kunnen worden beslecht.
- (2) Over het algemene rechtsbeginsel dat niemand tegelijk rechter en partij in dezelfde zaak mag zijn en over het van openbare orde zijn ervan, zie inzonderheid Cass. 13.10.75 - Pas. 1976, I, 181, noot J.V., 6.5.82, I, 1019. Zie ook J. LINSMEAU, op. cit. nr. 136.

.../...

beslechten, namelijk via het nemen van maatregelen die op billijkheid of overwegingen van algemeen belang gebaseerd zijn.

Paragraaf 8 moet in het licht van die overwegingen worden herzien.

Artikel 17

Het ontworpen artikel 78, eerste lid, 6°, strekt ertoe de opbrengst van de ombudsbijdragen aan het Instituut toe te kennen. Andere bepalingen van het ontwerp hebben betrekking op de inning van rechten, onder meer voor het onderzoek van dossiers, voor de uitreiking, het beheer en het toezicht op vergunningen (de ontworpen artikelen 79, § 2, 89, §§ 1 tot 3, en 92bis, § 1) of voor het gebruik van het radiospectrum en het toezicht op de frequenties (89, §§ 1 tot 3).

Als die rechten eveneens voor het Instituut bestemd zijn, dan moet dat uitdrukkelijk worden bepaald.

Artikel 18

Het ontworpen artikel 79bis, paragraaf 1, is moeilijk te begrijpen. Het derde en het vierde lid, welke bepalen dat de leidinggevende ambtenaar van het Instituut bij een met redenen omklede beslissing inlichtingen kan eisen, wekken de indruk dat wanneer het Instituut diezelfde

.../...

inlichtingen overeenkomstig het eerste en het tweede lid opvraagt, die inlichtingen niet behoeven te worden verstrekt. Dat is echter niet de betekenis van die twee leden, aangezien daarin wordt gesteld dat het Instituut "(...) de termijn (bepaalt) binnen welke deze inlichtingen (...) moeten worden meegedeeld". Net zoals elke handeling van een bestuursautoriteit moet die aanvraag om inlichtingen hoe dan ook met redenen worden omkleed. Het enige verschil tussen het eerste en het tweede lid enerzijds en het derde en het vierde lid anderzijds is dus dat in het tweede geval uitdrukkelijk wordt bepaald dat de aanvraag om inlichtingen moet uitgaan van de leidinggevende ambtenaar van het Instituut.

Die bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 19

Het ontworpen artikel 79ter bepaalt dat een instantie wordt opgericht die uitspraak doet "in alle geschillen tussen personen die telecommunicatienetten exploiteren of telecommunicatiediensten aanbieden, die betrekking hebben op een weigering tot interconnectie, een mislukking van commerciële onderhandelingen of onenigheid over het sluiten of uitvoeren van een overeenkomst inzake interconnectie of toegang tot een telecommunicatienet of bijzondere toegang tot een telecommunicatienet of een geschil betreffende de mogelijkheden en de voorwaarden voor een gedeeld gebruik tussen operatoren".

.../...

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat de bevoegdheid van de "Kamer voor Interconnectie, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", zoals die hier omschreven wordt, nu eens betrekking heeft op geschillen waarbij rechten van de partijen in het geding zijn ("weigeren tot interconnectie", wanneer die weigering uitgaat van een organisatie met een sterke marktpositie (1), "onenigheid over het (...) uitvoeren van een overeenkomst inzake interconnectie"), dan weer om gewone geschillen die reeds bestonden voordat die partijen in het "geschil" rechten en plichten hadden vastgelegd ("mislukking van commerciële onderhandelingen", "onenigheid over het sluiten van een overeenkomst", "geschil betreffende de mogelijkheden en de voorwaarden voor een gedeeld gebruik").

In het eerste geval kan de Raad van State slechts herinneren aan de hiervoren gemaakte opmerkingen over het ontworpen artikel 75, § 8, eerste lid, waaruit volgt dat noch aan het Instituut, noch aan een "kamer" die uit ambtenaren ervan bestaat, scheidsrechterlijke en dus rechterlijke bevoegdheid kan worden verleend.

In het tweede geval daarentegen staat niets eraan in de weg dat de "Kamer" op verzoek van één van de partijen, een "verplicht advies" verstrekt dan wel een "bindende

(1) Zie het ontworpen artikel 109ter, § 3, eerste lid.

derden beslissing" (1) of een "administratieve beslissing" neemt, naar gelang van het geval.

Bovendien moet in het laatstgenoemde geval en overigens overeenkomstig artikel 9, lid 5 (voor de interconnecties) en artikel 11 (voor het gedeeld gebruik van faciliteiten) van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 "inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP)" worden verwezen naar de criteria die de Kamer hanteert om zich uit te spreken.

Artikel 25

In het ontworpen artikel 84, § 2, moet het woord "leverancier" vervangen worden door het woord "uitgever".

Artikelen 26 tot 28

1. Het ontwerp voert opnieuw het principe in van een financiering van de kosten van de universele dienstver-

(1) Zie in dat verband M. STORME, "De bindende derden beslissing of het bindend advies als middel ter voorkoming van gedingen - Een rechtsvergelijkend onderzoek op de grenzen van het contractenrecht en het procesrecht", T.P.R., 1984, blz. 1243.

lening door een bijdrage op te leggen aan ondernemingen die in de telecommunicatiesector werkzaam zijn.

In een arrest van 17 april 1997 heeft het Arbitragehof artikel 85quater van de wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995, vernietigd, een artikel dat in die bijdrage voorzag, op de grond dat het een belasting betreft, wat inhoudt dat de belastingplichtigen, anders dan in de vernietigde bepaling bij wet moeten worden aangewezen en het bedrag bij wet moet worden vastgesteld.

Het Hof heeft die heffing als een belasting beschouwd, omdat ze wordt opgelegd door en voor de Staat (1) en geen tegenprestatie vormt voor een dienst die door de overheid ten gunste van de heffingsplichtige wordt verleend. Het Hof voegt het volgende daaraan toe :

-
- (1) "De betwiste heffing wordt opgelegd door de Staat, zelfs al wordt ze besteed aan een "Fonds voor de universele dienstverlening". Overigens blijkt niet dat de wetgever, door het instellen van het Fonds voor de universele dienstverlening, een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid heeft willen oprichten en niet gewoon een begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Het gegeven dat het Fonds voor de universele dienstverlening wordt beheerd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, een instelling behorende tot categorie A bedoeld in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, laat niet toe te besluiten dat het Fonds voor de universele dienstverlening zelf een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid is.". Arrest van het Arbitragehof nr. 21/97 van 17 april 1997, punt B.4.2.

.../...

"Aan die vaststelling wordt geen afbreuk gedaan door het gegeven dat de opbrengst van die bijdrage wordt aangewend voor het verwezenlijken van een welbepaalde doelstelling en hiertoe in een begrotingsfonds wordt gestort."

De steller van het voorontwerp is ervan uitgegaan dat om zich naar het arrest van het Hof te schikken het Fonds voor de universele dienstverlening rechtspersoonlijkheid moest hebben en dat de volgende punten in de wet zelf moesten worden bepaald : de bestanddelen van de heffing (bepaling van de diensten die bij wijze van universele dienstverlening worden verricht en berekening van de kosten van die dienst), de categorieën van heffingsplichtigen en de heffingsgrondslag, welke alleen kunnen worden gewijzigd bij de wet zelf of bij de koninklijke besluiten die bij wet moeten worden bekrachtigd.

De stellers van het ontwerp hebben aldus het grondwettelijke beginsel van de wettigheid van de belasting volledig in acht genomen, op één punt na. Het ontworpen artikel 86, § 2, tweede lid, bepaalt immers het volgende :

"De personen die een andere telecommunicatiedienst aan het publiek aanbieden of een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden, zoals bedoeld in artikel 113 van deze wet zijn eveneens gehouden om tot het Fonds bij te dragen op de datum en volgens de modaliteiten vastgelegd door de Koning op advies van het Instituut en bij een in Ministerraad overlegd besluit."

Die bepaling is niet alleen strijdig met het beginsel van de wettigheid van de belasting, maar ook met

.../...

artikel 5, § 1, van de voormelde richtlijn 97/33/EG die bepaalt dat de nettokosten van de verplichting tot universele dienstverstrekking alleen kunnen worden gedeeld met andere organisaties die openbare telecommunicatienetwerken en/of algemeen beschikbare spraaktelefoondiensten exploiteren.

Volgens de memorie van toelichting wil de steller van het voorontwerp de Koning machtigen om de in het tweede lid bedoelde operatoren een bijdrage op te leggen, zodra de Europese regelgeving dat mogelijk maakt. Die werkwijze is onaanvaardbaar. De bepaling moet vervallen en, te gelegener tijd, staat het aan de wetgever om de wet aan de ontwikkeling van het EG-recht aan te passen.

2. In het ontwerp staat weliswaar dat het Fonds pas tegemoetkomingen betaalt vanaf de datum die de Koning daarvoor zal vaststellen, dit is op zijn vroegst 1 januari 2000, maar in geen enkele bepaling van het ontwerp wordt nader bepaald vanaf welke datum de personen bedoeld in het ontworpen artikel 86, § 2, eerste en tweede lid, een bijdrage in het Fonds zullen moeten betalen. Het is evenwel uitgesloten dat die personen een bijdrage moeten betalen vanaf de datum van inwerkingtreding van de wet. De tekst moet op dat punt worden herzien.

3. Talrijke bepalingen omtrent het vaststellen van de heffing en de tegemoetkomingen van het Fonds zijn als

.../...

bijlage van de wet opgenomen. Het dispositief en de bijlagen zijn evenwel op verscheidene punten met elkaar in tegenspraak. In de bijlagen staat bijvoorbeeld dat een deel van de inkomsten van het Fonds aan het Instituut wordt gestort, terwijl uit het ontworpen artikel 85 blijkt dat de bijdragen in het Fonds alleen bedoeld zijn om de nettokosten van de universele dienstverlening te dekken. Bovendien worden bepaalde diensten die bij wijze van universele dienstverlening worden verstrekt, buiten beschouwing gelaten voor de berekening van de kosten van die universele dienstverlening, zoals die in de bijlagen wordt vermeld. Om zulke tegenstrijdigheden en de daaruit voortvloeiende interpretatieproblemen te voorkomen, zou het beter zijn alle bepalingen betreffende het Fonds voor de financiering van de universele dienstverlening in de tekst zelf op te nemen en in de bijlagen alleen detailkwesities te regelen.

4. Aangezien artikel 85quater van de wet van 21 maart 1991 bij arrest nr. 21/97 van het Arbitragehof is vernietigd, is er geen grond om het op te heffen.

Artikel 29

1. Er dient nader te worden bepaald wat wordt bedoeld met "huurlijnen van ONP-kwaliteit in de zin van de richtlijnen van de Europese Unie inzake open network provision".

.../...

2. In paragraaf 2 zijn de woorden "In afwijking van § 1 van dit artikel" dubbelzinnig. Als het de bedoeling is de Koning in staat te stellen om andere machtige organisaties te verplichten de in paragraaf 1 bedoelde diensten te verstrekken, dan moet dit in duidelijker bewoordingen worden gedaan.

Artikel 30

In het ontworpen artikel 86ter, § 1, tweede lid, zijn de woorden "in een ander document voor wat betreft een andere operator" te vaag. Het is beter te bepalen dat, voor die operatoren, de kwaliteit en de capaciteit van de bedoelde huurlijnen, alsook de vergoeding hiervoor door de Koning worden vastgesteld.

Artikel 32

In het ontworpen artikel 87, § 2, tweede lid, g), behoort nader te worden bepaald wat moet worden verstaan onder "de rechten, plichten en procedures inzake selectie van de transporteur".

Zoals de Europese Commissie heeft opgemerkt (1), zijn de woorden van het tweede lid, g), van diezelfde paragraaf, namelijk "bijdrage tot het wetenschappelijk onderzoek op telecommunicatiegebied en tot de ontwikkeling

(1) Memorie van toelichting, blz. 66.

van de markt, met name via de verbetering van de toegang, zonder uitsluitingen, tot die markt teneinde de levering van telecommunicatiediensten te vergemakkelijken", niet terug te vinden bij de voorwaarden die krachtens richtlijn 97/13/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 april 1997 betreffende een gemeenschappelijk kader voor algemene machtigingen en individuele vergunningen op het gebied van telecommunicatiediensten aan de vergunningen kunnen worden verbonden.

Het derde lid, luidens hetwelk elke vergunning de voorwaarden voor het leveren van de betrokken dienst vastlegt, kan zo worden opgevat dat de minister bij het verlenen van de vergunning andere, dwingender voorwaarden kan opleggen dan die welke in het bestek worden bepaald. Die interpretatie zou strijdig zijn met artikel 9, § 3, van de voormelde richtlijn 97/13/EG, waarin wordt bepaald dat elke onderneming die aan de vooraf gestelde voorwaarden voldoet, recht heeft op een vergunning. Volgens de memorie van toelichting zit bij die bepaling van het ontwerp de volgende bedoeling voor : "Elke individuele vergunning zal de specifieke elementen van elke operator bevatten, zoals de technische specificaties van het netwerk, de territoriale bedekking (sic) van de dienst, elementen die voorgesteld zullen zijn door de operator naar aanleiding van zijn aanvraag om een individuele vergunning".

De tekst moet worden herzien opdat die bedoeling duidelijker tot uiting komt.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 89, §§ 2 en 3, en 92bis, § 1.

Artikel 34

Krachtens artikel 11 van de voormelde richtlijn 97/13/EG mogen alleen "vergoedingen" worden geïnd die "van ondernemingen als onderdeel van machtigingsprocedures worden verlangd, en die uitsluitend mogen strekken tot "dekking van de administratiekosten die voortvloeien uit de afgifte van, het beheer van, de controle van en het toezicht op de naleving van de ... individuele vergunningen", alsook heffingen die worden geïnd om een optimaal gebruik van schaarse hulpbronnen te waarborgen. In casu heeft het in artikel 34 bedoelde concessierecht niets met die heffingen te maken.

Dat heeft de Europese Commissie in haar opmerkingen over het voorontwerp van wet bevestigd.

Volgens de memorie van toelichting (blz. 68) is dat concessierecht gerechtvaardigd om elke vorm van discriminatie van de ondernemingen die dat recht reeds betaald hebben, namelijk de eerste twee GSM-operatoren, ten opzichte van de toekomstige nieuwkomers die daarvan zouden worden vrijgesteld, te voorkomen.

.../...

De afdeling wetgeving stelt vast dat deze verantwoording in ieder geval niet afdoende is wat de aan het publiek aangeboden semafoondiensten betreft. De tekst moet dus hoe dan ook op dat punt worden herzien.

Bovendien is het luidens de memorie van toelichting de bedoeling het aantal vergunningen dat verleend wordt voor aan het publiek aangeboden mobiele telefoondiensten en aan het publiek aangeboden semafoondiensten, te beperken. Het ontwerp moet derhalve worden aangevuld om de Koning uitdrukkelijk te machtigen het aantal individuele vergunningen te beperken, alsook om criteria vast te stellen op basis waarvan een keuze wordt gemaakt uit de gegadigden die aan het bestek voldoen.

De exploitatie van een mobiele telefoondienst, ten slotte, onderstelt de aanleg en de exploitatie van een telecommunicatienetwerk, waarvoor krachtens de ontworpen artikelen 92 en 92bis een vergunning is vereist. In het derde lid van de paragrafen 1 tot 3 van de onderhavige ontworpen bepaling, wordt telkens gesteld dat "elke vergunning (...) de voorwaarden (vastlegt) voor de aanleg van het net ...". Het ontwerp doet dus twijfel rijzen omtrent de vraag of de ondernemingen voor mobiele telecommunicatiediensten ook een afzonderlijke vergunning moeten krijgen voor de aanleg en de exploitatie van hun netwerken en de bijbehorende rechten moeten betalen. Indien dat niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp, moet dat uitdrukkelijk worden vermeld. In dat geval moeten de voorwaarden voor de aanleg en de exploitatie van het netwerk niet in de vergunning, maar in het bestek worden genoemd.

.../...

Artikel 37

Men kan niet begrijpen waarom in de Franse tekst, in het ontworpen artikel 91, § 1, de woorden "et d'urgence" worden ingevoegd. Wellicht wordt hiermee de noodhulp bedoeld die verstrekt wordt door de diensten van het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Het zou beter zijn de tekst in die zin te herzien.

Artikel 39

Verwezen wordt naar de opmerking gemaakt bij artikel 32.

Artikel 63

Bij het ontworpen artikel 105decies wordt een "Ethische Commissie voor de informatiediensten via telecommunicatie" opgericht. In dit artikel wordt bepaald dat er bij koninklijk besluit een Ethische Code wordt opgesteld en administratieve geldboeten worden vastgesteld voor het geval deze code niet wordt nageleefd.

De samenstelling en de taken van deze commissie zouden door de wetgever moeten worden bepaald.

Nog erger is dat paragraaf 3 van artikel 105decies van iedere schending van die Ethische Code een strafbaar feit, dat "bestraft (wordt) met een administratieve boete

.../...

ten belope van 10.000 tot 1.000.000 frank of een schorsing van de activiteiten van 1 tot 30 dagen".

De strafbare feiten worden nergens omschreven en de straffen zijn bijzonder zwaar.

Aangezien de strafbare feiten niet zijn omschreven en zware straffen kunnen worden opgelopen, kan niet met zekerheid worden gesteld dat deze van administratieve aard zijn; de steller van het voorontwerp wordt er dan ook op gewezen dat, indien deze maatregelen gekwalificeerd worden als straffen in de zin van artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in ieder geval de waarborgen die door deze bepaling worden opgelegd in acht genomen moeten worden.

Artikel 64

Het eerste lid van het ontworpen artikel 105undecies is onbegrijpelijk. Daarin lijkt immers een onderscheid te worden gemaakt tussen enerzijds "organisaties die openbare telecommunicatienetten of voor het publiek beschikbare telecommunicatiediensten leveren die worden beschouwd als een organisatie met een sterke positie op een betrokken markt" en anderzijds "organisaties met een sterke marktpositie die specifieke rechten en plichten hebben inzake interconnectie en bijzondere toegang", terwijl noch in de memorie van toelichting, noch in de rest van het ontwerp zulk een onderscheid wordt gemaakt.

.../...

Bovendien wordt in het ontwerp een volkomen discretionaire bevoegdheid gelaten aan het Instituut om een onderneming te beschouwen als een "organisatie met een sterke marktpositie". De afdeling wetgeving kan wat dat betreft alleen maar de opmerking herhalen die door de Europese Commissie is gemaakt (overgenomen in de memorie van toelichting, blz. 71), luidens welke "de huidige formulering van het nieuwe artikel 105undecies die het mogelijk maakt om sommige nieuwkomers te beschouwen als "beschikkende over een sterke marktpositie", zelfs wanneer hun marktaandeel nog zeer klein is, op grond van alternatieve criteria die overgenomen zijn van de richtlijn zonder specifieke bijkomende uitwerking voor de Belgische markt, (...) niet geschikt (is) om een voldoende voorspelbaarheid te garanderen of om eventuele juridische stappen tegen een opname in de lijst van dominante operatoren te ondersteunen".

Deze bepaling moet derhalve worden herzien.

Artikel 65

In het ontworpen artikel 106, paragraaf 1, eerste lid, dient te worden bepaald wat verstaan moet worden onder "het principe van kostenoriëntering" en in het tweede lid dient nader te worden aangegeven wat de toepasselijke reglementaire verplichtingen zijn waarmee de tariefverhogingen zouden moeten overeenstemmen.

.../...

In paragraaf 2 moeten ook de criteria op grond waarvan het Instituut kortingen zal toestaan, nader worden bepaald.

Artikel 66

De strekking van artikel 107, § 3, tweede lid, is onduidelijk. Het spreekt immers vanzelf dat, wanneer de Koning verplichtingen oplegt aan de organisaties met een sterke positie op de markt voor huurlijnen, die verplichtingen aan objectieve criteria moeten voldoen, doorzichtig moeten zijn en bekendgemaakt moeten worden, en niet discriminerend mogen zijn. De steller van het ontwerp doelt wellicht op de voorwaarden waaronder die organisaties huurlijnen aanbieden.

Deze bepaling moet anders worden geformuleerd.

Binnen de korte tijd die de Raad van State is toegemeten, kan hij niet nagaan of de machtiging die aan de Koning wordt verleend om vast te stellen welke verplichtingen aan de organisaties met een sterke positie worden opgelegd, de volledige omzetting van richtlijn 92/44/EEG van de Raad van 5 juni 1992 betreffende de toepassing van open network provision (ONP) op huurlijnen mogelijk maakt.

.../...

Artikel 68

Terwijl in artikel 105undecies een nieuw concept van "organisatie met een sterke marktpositie" wordt ingevoerd, voeren de artikelen 68 en 69 van het ontwerp het traditionele begrip "dominante positie" weer in. De steller van het ontwerp wordt gewezen op het verschil tussen deze twee begrippen, dat inhoudt dat een organisatie met een sterke marktpositie niet noodzakelijk een dominante positie heeft op die markt, zodat de verplichtingen waarin deze bepalingen voorzien, er mogelijk niet op van toepassing zijn.

Artikel 73

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat in het voorstel voor een richtlijn van het Europees Parlement en de Raad inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat ter vervanging van richtlijn 95/62/EG van het Europees Parlement en de Raad, staat dat in de telefoon-gidsen "alle abonnees worden vermeld die hiertegen geen bezwaar hebben gemaakt", zonder dat er een onderscheid wordt gemaakt naargelang het gaat om nummers van vaste of mobiele telefoons (1).

(1) Momenteel is deze kwestie geregeld in artikel 16 van richtlijn 95/62/EG van 13 december 1995 van het Europees Parlement en de Raad inzake de toepassing van "Open Network Provision" (ONP) op spraaktelefonie (Publikatieblad L. 321/6

Het ontworpen artikel 109terC wijkt wat dat betreft gedeeltelijk af van de ontwerp-richtlijn.

Artikel 78

De administratieve geldboeten vastgesteld in deze bepaling kunnen zeer hoog oplopen (5 % van de omzet), terwijl het ontwerp geen onderscheid maakt tussen de strafbare feiten op grond van de ernst ervan. Zulke sancties zouden strafrechtelijke sancties kunnen zijn in de zin van artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

De rechten van verdediging moeten in ieder geval in het ontwerp worden gewaarborgd.

Artikel 79

Deze bepaling kent een nieuwe bevoegdheid toe aan de Voorzitter van de Handelsrechtbank (lees : rechtbank van koophandel). Het Gerechtelijk Wetboek moet dienovereenkomstig worden gewijzigd en de te volgen procedure moet erin worden vastgelegd.

van 30 december 1995).

.../...

Artikel 84

Het ontworpen artikel 120 kent het Instituut een bijna onbeperkte beoordelingsbevoegdheid toe om te bepalen welke informatie die het heeft ontvangen als vertrouwelijk moet worden beschouwd.

De tekst zou nauwkeuriger moeten worden gesteld en er zou onder meer in bepaald moeten worden welke informatie vertrouwelijk moet blijven en welke informatie aan derden mag worden meegedeeld, onder meer op basis van de aanwijzingen die in dat verband worden gegeven in de verschillende richtlijnen die moeten worden omgezet.

Artikel 88

In de commentaar bij de artikelen staat het volgende :

"De toevoegingen zijn slechts een technische aanpassing van de van kracht zijnde bepalingen ten opzichte van hetgeen de wetgever had vastgelegd in artikel 110 voor de telecommunicatiesector".

Er wordt dan ook voorgesteld deze bepaling op dezelfde wijze als artikel 110 te stellen.

.../...

In artikel 136, § 2, 4^o (nieuw), ten slotte, is er in de Franse tekst sprake van "confiscation" (1). Wellicht gaat het hier eigenlijk om "saisie", zoals trouwens in de Nederlandse versie van de tekst wordt aangegeven.

Artikel 89

In artikel 136bis, § 1, eerste lid, aldus ingevoegd, is de zinsnede "onverminderd hun bevoegdheid van officier van gerechtelijke politie" onbegrijpelijk. De vraag rijst of dit artikel, artikel 136, § 2, 3^o, niet overlapt.

In artikel 136bis, § 2, behoort dezelfde terminologie te worden gebruikt als in de artikelen 18 en 80 van het ontwerp en dienen bijgevolg de woorden "Belgische overheid" vervangen te worden door de woorden "ieder openbaar bestuur".

(1) De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er reeds aan herinnerd dat "confiscation" alleen door een rechter kan worden uitgesproken. Die straf wordt vermeld in artikel 42, 1^o, van het Strafwetboek, dat inzonderheid bepaalt dat "bijzondere verbeurdverklaring wordt toegepast op de zaken die het voorwerp van het misdrijf uitmaken, en op die welke gediend hebben of bestemd waren tot het plegen van het misdrijf, wanneer zij eigendom van de veroordeelde zijn" (advies L. 26.510/9 van 9 juni 1997 over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving").

Artikel 91

Dit artikel wijzigt artikel 152 van de wet van 21 maart 1991. Dat artikel wijzigt zelf artikel 32 van de wet van 26 december 1956. Ter wille van de rechtszekerheid zou artikel 32 van de genoemde wet dan ook rechtstreeks moeten worden gewijzigd.

Wat artikel 152, § 4, derde lid, betreft, mag niet uit het oog worden verloren dat de bevoegdheid die aan de ambtenaren van het Instituut wordt verleend om "te eisen dat zendingen worden geopend wanneer wordt vermoed dat zij waarden of voorwerpen bevatten die verboden zijn, of voorwerpen die aan verbodsbepalingen, beperkingen of controlemaatregelen onderworpen zijn", alleen binnen de perken van artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, mag worden uitgeoefend.

Artikel 92

Deze bepaling wijzigt het doel van Belgacom, aangezien het doel van dit overheidsbedrijf voortaan ook zal bestaan in het verstrekken van radio-omroep- en televisiediensten.

In de commentaar die bij dit artikel gegeven is, wordt duidelijk aangegeven dat deze verruiming van het doel "uiteraard geen afbreuk (doet) aan de vergunningen die Belgacom moet krijgen van andere machtniveaus, bijvoorbeeld

.../...

de Gemeenschappen, om radio-omroep- en televisiediensten te verrichten". Gezien deze belangrijke precisering behoeven bij de onderzochte tekst geen opmerkingen te worden gemaakt.

Artikel 94

Op een vraag van de diensten van de Commissie over deze bepaling, heeft de Belgische regering geantwoord dat zij van mening is dat "de reeds toegekende vergunningen van de mobiele operatoren zullen moeten worden gewijzigd voor zover dit nodig is om die in overeenstemming te brengen met het nieuwe regelgevingskader" en dat "de eventuele wijzigingen (...) samen met de betrokken partijen (zullen) worden besproken".

Deze bedoeling wordt niet juist weergegeven in artikel 94 van het voorontwerp, aangezien dit artikel naar de letter betekent dat er vervroegd een einde zou worden gemaakt aan de vergunningen die onder de gelding van de vroegere wet zijn afgegeven, namelijk (na verloop van) zeven maanden ingaand op de datum van de inwerkingtreding" van de nieuwe wet, waardoor de operatoren genoodzaakt zouden zijn de aangiften en aanvragen om vergunning die eventueel bij de nieuwe wet zijn vereist, bij de bevoegde overheid in te dienen, met alle financiële en andere gevolgen vandien en op gevaar af geen nieuwe vergunning meer te krijgen als het aantal vergunningen beperkt is.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

.../...

SLOTOPMERKINGEN

1. Voor de redactie van talrijke inleidende zinnen dient rekening te worden gehouden met de voorschriften van de handleiding bij de wetgevingstechniek; daarnaast moeten in de tekst van verscheidene bepalingen de woorden "deze wet" en "dit artikel", die overbodig zijn, vervallen.

2. In het ontwerp worden te vaak de termen "onverminderd ..." en "in afwijking van ..." gebruikt.

3. De opschriften van de verschillende hoofdstukken moeten duidelijk de inhoud van de bepalingen die zij bevatten, aangeven.

4. De bijlagen zijn bijzonder slecht gesteld. Op sommige plaatsen is de tekst onbegrijpelijk, onder meer doordat de zinnen onvolledig zijn. In bijlage 1 wordt er zelfs in artikel 10, § 4, verwezen naar een wet betreffende de collectieve regeling van schulden, die nog geen deel uitmaakt van de Belgische wetgeving.

5. De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp wijkt af van het correcte taalgebruik, doordat er ongeschikte terminologie in gebruikt wordt of meer nog, doordat de bepaling uit stilistisch oogpunt als Frans met Nederlandse woorden moet worden aangemerkt. Een

.../...

aantal bepalingen is zelfs onbegrijpelijk. Tot staving van een en ander worden bij wijze van voorbeeld een aantal voorstellen gedaan. Zo schrijve men in artikel 4, het ontworpen artikel 43bis, § 1, 1), "artikelen" in plaats van "artikels" (dit voorstel geldt voor heel het ontwerp); in hetzelfde ontworpen artikel, 4°, "aan te wijzen" in plaats van "aan te duiden" (dit voorstel geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp); in artikel 5, B) "onderdeel 5°" in plaats van "de 5°" (deze opmerking geldt mutatis mutandis voor heel het ontwerp); in artikel 8, het ontworpen artikel 45bis, § 7, "om advies" in plaats van "ter advies"; in artikel 12, § 1, H) het ontworpen 10°, "in real time" (zoals in de definitie in richtlijn 90/388/EEG van 28 juni 1990) (in plaats van "in zonder tijdsinterval"); in hetzelfde artikel, § 2, het ontworpen onderdeel 22°, "als zodanig" in plaats van "als dusdanig" en "artikel 105undecies" in plaats van "artikel 105unodecies" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp); in hetzelfde artikel, het ontworpen onderdeel 26°, "beschikbaar wordt gesteld voor" in plaats van "beschikbaar wordt gesteld aan"; in artikel 14, onder D) de ontworpen § 2, schrijve men "overbelasting" in plaats van "opstopping"; in artikel 16, onder E), het ontworpen artikel 75, schrijve men "telecommunicatienetwerken" in plaats van "telecommunicatienetten"; in artikel 18, het ontworpen artikel 79bis, § 1, tweede lid, schrijve men "geeft ... aan" in plaats van "duidt... aan"; in artikel 19, het ontworpen artikel 79ter, § 1, schrijve men "aangewezen uit de kring van" in plaats van "aangewezen onder" en in hetzelfde artikel, § 2, eerste lid, "onder operatoren" in plaats van "tussen operatoren"; in artikel 24, het ontworpen artikel 83, § 2, "gezamenlijk" in plaats van "gezamenlijk" en

.../...

"deze dienst moet op het hele grondgebied ... worden verleend" in plaats van "Deze dienstverlening moet op het ganse grondgebied worden geleverd"; in artikel 26, het ontworpen artikel 85, § 1, tweede lid, "wegens de technologische en maatschappelijke evolutie" in plaats van "in functie van de technologische en sociale evolutie" alsook "De berekening van de kosten behoeft de verificatie en goedkeuring van het Instituut" in plaats van "De berekening van deze kosten wordt onderworpen aan ..."; in artikel 27, inleidende zin, "Opgeheven worden ..." in plaats van "Worden opgeheven ..." (een soortgelijke opmerking geldt onder meer voor de inleidende zin van artikel 28, het ontworpen artikel 86, § 2); in artikel 28, het ontworpen artikel 86, § 2, tweede lid, "nadere regels" in plaats van "modaliteiten" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp), in hetzelfde artikel, zelfde paragraaf, derde lid, "bijdragen in" in plaats van "bijdragen aan" en vierde lid, "personen wier" in plaats van "personen wiens"; in artikel 30, het ontworpen artikel 86ter, § 2, "zorgt voor" in plaats van "verzekert", "het verlenen van toegang" in plaats van "het verlenen van een toegang", "geschiedt" in plaats van "gebeurt" en "door middel van" in plaats van "middels" (de laatste opmerking geldt voor heel het ontwerp); in artikel 32, het ontworpen artikel 87, § 2, eerste en tweede lid, "het bestek" in plaats van "het lastenboek" (deze opmerking geldt voor heel het ontwerp); in artikel 34, het ontworpen artikel 89, § 2 en § 3, "Elk bestek betreft de punten" in plaats van "Elk lastenboek zal slaan op"; in artikel 35, het ontworpen artikel 90, § 1, "te exploiteren" in plaats van "uit te baten" en "exploitatie" in plaats van "uitbating" (deze opmerkingen gelden mutatis mutandis voor heel het

.../...

ontwerp en in hetzelfde artikel, § 3, "de maatregelen die moeten worden genomen" in plaats van "de maatregelen die moeten worden ingesteld" alsook "onwettige" in plaats van "onwettelijke" ; in artikel 36, het ontworpen artikel 90bis, tweede lid, "uiterlijk" in plaats van "ten laatste", "in dit artikel" in plaats van "in huidig artikel" (het onnederlandse zinsdeel "De overdracht van een telecommunicatiedienst waarvan de exploitatie onderworpen is aan afgifte is vrij" zou herschreven moeten worden); in artikel 39, het ontworpen artikel 92bis, § 1, laatste lid, "Als een telecommunicatienetwerk ... voor radio- of televisiedistributie ... mogen de via het net ..." in plaats van "Ingeval een telecommunicatienetwerk voor radio- of teledistributie ... mogen de langs het net ..."; in artikel 41, het ontworpen artikel 92quater, "dat hij aanwijst" in plaats van "dat hij aanduidt" en "na goedkeuring" in plaats van "mits goedkeuring"; in artikel 61, het ontworpen artikel 105octies, § 1, "bepaalde doelstellingen" in plaats van "voorziene doelstellingen"; in artikel 64, "artikel 105undecies" in plaats van "artikel 105unodecies"; in artikel 66, het ontworpen artikel 107, § 3, laatste lid, 5°, "de regelgeving" in plaats van "de reglementering", "ordening" in plaats van "ordenning" en in 7° "het voorkomen" in plaats van "de vermijding"; in artikel 68, het ontworpen artikel 109, § 1, "ten aanzien van" in plaats van "in hoofde van" en "die voortvloeiend uit" in plaats van "deze voortvloeiend uit"; in artikel 69, onder E), dient in de ontworpen tekst, in fine, het woord "worden" voor het woord "vastgesteld" te vervallen ; in artikel 70, het ontworpen artikel 109ter, § 4, eerste lid, schrijve men "zodat degene" in plaats van "zodat de degene" en in het tweede lid, 2°, "van andere

.../...

telecommunicatienetwerken" in plaats van "van overige telecommunicatienetten", in § 5, "in haar geheel" in plaats van "in zijn geheel", in § 6, "die welke" in plaats van "degene die"; artikel 78, het ontworpen artikel 109quater, onder C), de ontworpen § 2, "in de vorige paragraaf" in plaats van "in vorige paragraaf" (ongerekend deze opmerking is de ontworpen paragraaf trouwens onleesbaar); in artikel 79, het ontworpen artikel 109quinquies, "zetel" in plaats van "maatschappelijke zetel", "het strafbare feit" in plaats van "de inbreuk" en "met overtreding" in plaats van "in overtreding"; in artikel 80, het ontworpen artikel 110, de ontworpen paragraaf 3, "een kopie mogen nemen" in plaats van "kopie mogen nemen". De Nederlandse tekst van het ontwerp zou grondig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coor-
dination a été rédigée et exposée
par Mme F. CARLIER, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opge-
steld en toegelicht door
Mevr. F. CARLIER, adjunct-refe-
rendaris.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN